Communiqué des professeur·es mobilisé·es du lycée Louise Michel, Grenoble

À Grenoble le 16 novembre 2026

Acharnement répressif à Louise Michel

Après plusieurs jours de violences policières envers les élèves et les personnes mobilisées, le lycée Louise Michel de Grenoble bascule dans la répression administrative. À l'heure où l'on écrit ces lignes, une élève est convoquée en conseil de discipline, un élève est exclu à titre conservatoire et deux professeures sont convoquées au service RH du rectorat.

Un déchaînement de violences policières…

Toute la semaine de rentrée, la présence policière a été très importante devant notre lycée, et s'est poursuivie la semaine suivante.
Rien que le 2 novembre, quatre soutiens adultes sont interpellé·es pour port de masque covid et possession de sérum physiologique, puis placé·es en garde à vue ; un élève a pris un tir de LBD dans la jambe avant d'être interpellé et placé en garde à vue ; une élève a elle aussi pris un tir de LBD, dans la poitrine, suivi d'une interpellation violente (plaquage du masque porté sur les voies respiratoires ; vêtements soulevés ; élève exposée en soutien-gorge, traînée au sol), d'un placement en garde à vue et d'un déferrement auprès du procureur pour classement sous condition (amende et stage de citoyenneté) ; une professeure a été projetée au sol par une charge dans le dos (contusion hanche, épaule et main) ; un militant LFI venu en soutien a été plaqué au sol, matraqué et embarqué (24 h de garde à vue, aucune poursuite) ; un professeur a pris un coup de matraque ; un professeur a été interpelé pour contrôle d'identité et amende pour tapage injurieux ; les élèves et professeurs mobilisé·es ont été gazé·es à plusieurs reprises ; les professeurs grévistes ont été bloqué·es sur le parking alors qu'iels voulaient tenir leur piquet de grève devant le lycée ; de nombreux coups de bouclier ont été assénés aux professeurs ; des fouilles d'élèves et de professeurs ont été réalisées.
Le 4 novembre, la liste s'est allongée avec de nouveaux gazages, de nouvelles fouilles, et l'arrestation extrêmement brutale d'un élève (soulèvement et placage dos contre le sol, matraquage). Les jours suivants, d'autres professeures subissent des contrôles d'identité, et l'ensemble des personnes mobilisées des fouilles, palpations, et de nouvelles violences. Plusieurs élèves se sont plaints d'un biais de sélection raciste pour le contrôle visuel des sacs à l'entrée du lycée par des policiers ainsi que d'insultes et de propos racistes et d'attouchements sexuels lors de fouilles sur eux. À noter que la grande majorité des unités de CRS ou BST déployées devant notre lycée en armure, casque, cagoule et visière ne portaient pas leur numéro d'immatriculation pourtant obligatoire depuis 2014. Alors que les policiers avaient l'instruction de ne plus contrôler les sacs des professeurs suite à une intervention de la proviseure, un de nos collègues (racisé) nous signale qu'il a pourtant été contrôlé.
Si les violences policières se sont par la suite apaisées, la présence des forces de l'ordre devant et dans le lycée se poursuit depuis.

… suivi de violences administratives

Avant les vacances, une professeure a été convoquée à un rendez-vous RH au rectorat pour un motif non explicite : « événements du 9 octobre 2026 » (ce jour, alors que les élèves bloquaient pacifiquement le lycée avec des poubelles et qu'iels arrivaient de plus en plus nombreux·euses, l'intervention des forces « de l'ordre » a provoqué un mouvement de foule, puis les tirs d'artifices ont été tirés d'un côté et de l'autre des grenades lacrymogènes ; plusieurs adultes se sont interposés et ont demandé des explications aux policiers et à la proviseure, et dénoncé leur irresponsabilité).
Le 9 novembre au matin, une élève reçoit sa convocation à un conseil de discipline délocalisé qui aura lieu à la DSDEN. Cette élève avait déjà subi la répression policière et judiciaire la semaine précédente.
Le 10 novembre au soir une nouvelle professeure est convoquée pour un rendez-vous RH au rectorat sous le motif de « sa posture professionnelle ». Des parents se seraient plaints d'une activité facultative donnée en distanciel. L'activité est un exercice de type sujet de bac portant sur le programme de SES de la classe de première et invitant les élèves à utiliser l'actualité du mouvement lycéen pour illustrer une notion de sociologie explicitement au programme.

Le 10 novembre au soir nous apprenons aussi l'exclusion à titre conservatoire d'un nouvel élève (exclusion jusqu'à la tenue d'un conseil de discipline).

Par ailleurs, entre les policiers qui nous accusent d'instrumentaliser les élèves, de les inciter à tirer des mortiers à l'intérieur de l'établissement, voire de faire rentrer les artifices nous-mêmes dans le lycée, et la Proviseure qui nous accuse dans la presse, relayée par le ministre de l'Intérieur (qu'est-ce qu'il vient faire là celui-là ?), de vouloir faire « couler son sang », nous sommes extrêmement inquiets sur la possibilité de pouvoir un jour travailler de nouveau de manière sereine, dans des conditions correctes qui sont la base de nos revendications et de celles des élèves, et pour lesquelles rien n'a été proposé par ce gouvernement irresponsable.

Cet acharnement répressif est inadmissible. Nous appelons tous et toutes les collègues et plus largement l'ensemble de la communauté éducative à se mobiliser à nos côtés pour faire annuler ces convocations, ou au moins pour nous aider à ce qu'elles n'aboutissent à aucune sanction. Aidez-nous à ce que notre lycée mérite son nom !

_____

Appel au rassemblement

Une élève, C., est convoquée en conseil de discipline et est menacée d'être exclue de son établissement (lycée Louise Michel, Grenoble) dans un contexte de répression très forte du mouvement lycéen. Elle a déjà subi des humiliations et des violences policières lors de son interpellation et sa garde à vue (qui a abouti à un classement sous condition).
Nous appelons au rassemblement lundi 16 novembre à 16 h devant la DSDEN, 1 rue Joseph Chanrion, pour la soutenir et qu'elle reprenne une scolarité sereine !

Appel au rassemblement

Une collègue enseignante a été convoquée au rectorat en tant que personne mobilisée en lien avec le mouvement lycéen. Le motif de convocation est complètement obscur : « évènements du 9 octobre ». Nous appelons celles et ceux qui le peuvent à se mettre en grève et à se rendre nombreux·ses au rassemblement pour la soutenir mercredi 18 novembre à 14 h devant le rectorat, place Bir-Hakeim. Que cessent les intimidations administratives en plus de la répression policière !